

Etats-Unis : Le bilan économique des années Trump

samedi 26 décembre 2020, par [LEBON Isabelle](#), [REBIERE Thérèse](#) (Date de rédaction antérieure : 9 octobre 2020).

[Avant que la crise de la Covid-19 ne rebatte les cartes, Donald Trump se préparait à faire campagne sur son bilan économique, d'après lui « le meilleur de tous les temps »](#)

Sommaire

- [2016 : une économie déjà \(...\)](#)
- [2016-2019 : Des promesses \(...\)](#)
- [Des relations internationales](#)
- [Dérégulation bancaire, énergét](#)
- [D'une ébauche de santé publicu](#)
- [L'économie américaine en 2019](#)
- [Une pandémie qui change la \(...\)](#)

Qu'en est-il dans les faits ? Comment la situation économique a-t-elle évolué durant son mandat et dans quelle mesure cette évolution est-elle directement liée à la politique conduite par le locataire de la Maison Blanche ?

2016 : une économie déjà en hausse

En novembre 2016, l'économie américaine, ébranlée par la crise des subprimes de 2008, s'était fortement redressée. La reprise économique avait permis de réduire le chômage à un taux de 4,7 % et le PIB par habitant (en dollars constants) dépassait de plus de 5 % son niveau d'avant la crise.

L'élection de 2016 intervenait donc dans un contexte économique favorable. Pourtant, Donald Trump n'a pas hésité à soutenir le contraire au cours de sa campagne et après son arrivée à la Maison Blanche. Objectif : se voir attribuer le bénéfice de toute amélioration de la situation.

2016-2019 : Des promesses de campagne aux actes

Donald Trump a réalisé beaucoup de ses promesses de campagne 2016. La situation économique du pays fin 2019 ne saurait cependant pas être directement imputée à cette politique, étant donné les délais nécessaires à la mise en œuvre des mesures et à l'apparition de leurs effets.

Le candidat Trump s'était engagé sur des baisses massives d'impôts et sur d'importants investissements dans les infrastructures. Les réductions d'impôts ont été actées par un [accord avec le Congrès fin 2017](#). Elles profitent à tous les ménages imposables de façon presque proportionnelle aux revenus, de telle sorte que l'impôt moyen baisse de 8 %. L'impôt sur les sociétés est quant à lui abaissé de 35 % à 21 %, soit un taux inférieur à la moyenne de ceux pratiqués dans les pays de l'OCDE. L'accord concernant la [rénovation des infrastructures](#) n'est quant à lui intervenu qu'au

deuxième trimestre 2019 : ce sont 2 000 milliards de dollars de dépenses supplémentaires sur dix ans qui sont ainsi prévues.

En dépit des hausses des dépenses et des baisses de recettes qu'il prévoyait, le candidat Trump promettait en 2016 une disparition totale de la dette publique fédérale à un horizon de huit ans pour satisfaire une partie de l'électorat et, spécialement, du parti républicain, attachée à l'orthodoxie budgétaire. Pour concilier des promesses a priori contradictoires, il envisageait un « [penny plan](#) » consistant à réduire de 1 % par an toutes les dépenses fédérales à l'exception de la défense et de la santé.

Mais ces baisses de dépenses ont été [abandonnées](#) et la politique fiscale mise en œuvre s'est traduite par un [fort accroissement de la dette publique fédérale](#) qui a atteint 23 201 milliards de dollars fin 2019 contre 19 977 milliards fin 2016.

Des relations internationales tendues

Sur le plan du commerce international, Donald Trump avait clairement exprimé pendant la campagne sa défiance envers le libre-échange et plusieurs accords internationaux qu'il considérait comme défavorables aux intérêts des États-Unis en matière d'emplois manufacturiers (délocalisations) et de déficit commercial.

Le candidat Trump s'était donc engagé à les renégocier ou à les dénoncer, ce qu'il fit immédiatement après son arrivée à la Maison Blanche en [retirant les États-Unis du Traité de libre-échange transpacifique](#). L'accord de libre-échange entre les États-Unis, le Canada et le Mexique (ALENA) fut quant à lui [renégocié et acté fin 2019](#).

Afin de rééquilibrer les relations commerciales bilatérales en faveur des États-Unis, Donald Trump a utilisé la hausse des droits de douane comme un moyen de pression. Il en a imposé ou menacé de nombreux pays au cours de son mandat. Ce fut notamment le cas envers le Mexique, le Canada, la Turquie, l'Europe et bien entendu la Chine, qu'il considère comme le principal adversaire commercial et technologique de son pays et qu'il accuse de procéder à du dumping en subventionnant ses importations ou en manipulant le cours de sa monnaie pour accroître sa compétitivité. La signature d'un [accord entre Washington et Pékin](#) début 2020 semble suspendre temporairement le conflit même si le président américain continue de s'en prendre à Huawei, TikTok et WeChat en utilisant cette fois l'arme juridique.

En dépit de ces mesures protectionnistes, le déficit commercial des États-Unis continue à [se creuser](#) pendant les deux premières années du mandat de Donald Trump, passant de 502 milliards de dollars en 2016 à 621 milliards en 2018. Il [se réduit légèrement](#) en 2019 (617 milliards) du fait d'une importante baisse des importations chinoises mais au prix d'une forte diminution aussi des exportations américaines.

Dérégulation bancaire, énergétique et environnementale

Dans d'autres domaines, et notamment la banque, l'énergie et l'environnement, le programme de 2016 de Donald Trump promouvait une dérégulation se traduisant par l'abandon de mesures adoptées sous la présidence de Barack Obama afin, selon lui, de libérer la croissance économique des freins qu'elles constitueraient.

C'est ainsi que la loi Dodd-Frank, adoptée au lendemain de la crise des subprimes pour améliorer la

stabilité financière, fut immédiatement [abrogée](#) dans le but d'accroître la capacité des banques à prêter à l'économie.

Tout aussi rapidement, Donald Trump est [revenu](#) sur les mesures pro-environnementales prises par l'administration Obama, puis a [retiré son pays des accords de Paris](#). Climato-sceptique affirmé, Donald Trump affiche un fort soutien au secteur des énergies fossiles. Avec son appui, les États-Unis confirment en 2019 leur place de [premier producteur de pétrole du monde](#) devant l'Arabie saoudite grâce aux pétroles de schistes.

D'une ébauche de santé publique au retour à la santé privée

En matière de politique de santé, Donald Trump affiche clairement sa volonté de démanteler l'Affordable Care Act, dit Obamacare, tout au long de sa campagne de 2016. Il dénonce à la fois le coût de ce dispositif et son caractère obligatoire. En 2018, la loi est [vidée d'une partie de sa substance](#), les Américains n'ayant implicitement plus l'obligation légale de s'assurer.

En décembre 2018, un juge fédéral du Texas déclare que la suppression de cette obligation rend l'Obamacare [inconstitutionnelle](#). En pleine pandémie, l'avenir du dispositif est désormais entre les mains de la Cour suprême, alors même que Donald Trump vient d'y nommer la très conservatrice [Amy Coney Barrett](#) suite au décès de la progressiste Ruth Bader Ginsburg.

L'économie américaine en 2019

Tenant la plupart de ses promesses de campagne, Donald Trump a continué de relancer l'activité dans un pays qui était déjà dans une situation très favorable... au risque d'une surchauffe de l'économie.

Hormis une dette publique abyssale et un déficit commercial considérable, l'économie américaine semblait au beau fixe fin 2019 : un marché du travail au [plein-emploi](#) avec un taux de chômage de 3,5 %, une part des ménages sous le seuil de pauvreté qui atteint son [plus bas niveau historique](#) (10,5 % au niveau fédéral). Le taux de pauvreté des minorités ethniques est également en baisse mais reste très élevé pour les Afro-Américains (19 %) et les Hispaniques (16 %). Mais les inégalités, en particulier celles liées à l'appartenance raciale, sont en [hausse](#).

Les bons résultats économiques observés en 2019 ne sont que [partiellement liés](#) à la politique de Donald Trump dans la mesure où les indicateurs précédents n'ont fait que poursuivre une tendance acquise sous Barack Obama. En revanche, la nouvelle politique fiscale, de par son caractère non redistributif, peut expliquer la poursuite de la hausse des inégalités.

Certaines décisions du président se sont par ailleurs révélées à double tranchant pour l'économie américaine. La guerre commerciale sino-américaine avait pour objectif double de rééquilibrer les relations commerciales des deux pays et de « ramener » des emplois manufacturiers sur le sol américain à moyen et long terme. Cependant, l'escalade de la hausse des tarifs douaniers entre les deux pays depuis 2018 a eu des effets pervers à court terme. Le secteur agroalimentaire américain a été directement affecté par la hausse des tarifs douaniers imposés en rétorsion par la Chine. En 2017, 57 % du soja produit aux États-Unis était exporté vers la Chine pour un montant de 13,9 milliards de dollars correspondant à 10 % des exportations américaines dans ce pays. Les hausses tarifaires ayant entraîné l'effondrement des achats chinois, ce montant a [chuté à 3 milliards de dollars en 2018](#).

La hausse des droits de douane [affecte](#) également les activités des importateurs de produits chinois, en particulier dans le secteur de l'habillement et de l'électronique, et menace notamment les petites enseignes dont certaines se sont vues contraintes d'augmenter leurs prix de vente ou de réduire leur gamme. La situation économique et sanitaire de 2020 rend malheureusement impossible de juger des effets espérés sur l'emploi manufacturier qui étaient censés venir contrebalancer ces inconvénients.

Une pandémie qui change la donne

Le bilan économique des années Trump, qu'il résulte ou non de sa politique, n'est donc pas sans ambiguïté. Or, l'épidémie de Covid-19 a effacé la plupart de ce qui pouvait être considéré comme ses meilleurs résultats, avec notamment une remontée spectaculaire du chômage qui atteint [14,7 % en mai 2020](#) avant de retomber à [7,9 % en septembre](#), mais avec une forte hausse de l'inactivité. Ce taux de chômage, élevé pour les États-Unis, modifie forcément l'appréciation des électeurs américains, qui jugeront également la gestion chaotique de la crise sanitaire par le président.

Au-delà de son bilan, la tonalité du discours de Donald Trump a contribué à [accroître les divisions existantes](#) au sein de la société américaine. C'est donc une Amérique plus que jamais fracturée qui vote d'ores et déjà par correspondance ou de façon anticipée à la présidentielle du 3 novembre prochain. < !—> <http://theconversation.com/republishing-guidelines> —>

[Thérèse Rebière](#), Maître de conférences en économie, [Conservatoire national des arts et métiers \(CNAM\)](#) et [Isabelle Lebon](#), Professeur des Universités, directrice adjointe du Centre de recherche en économie et management, [Université de Caen Normandie](#)

P.-S.

- The Conversation. 9 octobre 2020, 18:09 CEST.

Vidéos non reproduites ici.

Cet article est republié à partir de [The Conversation](#) sous licence Creative Commons. Lire l'[article original](#).

[Thérèse Rebière](#), [Conservatoire national des arts et métiers \(CNAM\)](#) et [Isabelle Lebon](#), [Université de Caen Normandie](#)